

Discours, espace public et constitution des collectifs politiques : la démarche sociologique de Jean Widmer

Dunya Acklin Muji, Alain Bovet,
Philippe Gonzalez et Cédric Terzi

Jean Widmer nous a quittés en février 2007. Ceux qui le fréquentaient savent que ses enseignements et ses recherches se caractérisaient par sa capacité d'allier des exigences analytiques rigoureuses (celles héritées de sa formation précoce en logique formelle¹, en philosophie analytique² et en sociologie ethno-méthodologique) à une imagination sociologique alimentée par son insatiable curiosité. Ancrée dans la rigueur des analyses empiriques, sa sociologie tirait son souffle des apports de recherches menées par des philosophes, des linguistes, des historiens, des psychanalystes ou des économistes.

Cette approche, qui se faufilait entre les écueils du dogmatisme et du syncrétisme, a alimenté l'ambition d'élaborer une problématique de l'espace public à même d'en articuler les composantes politiques, morales et émotionnelles. De telle sorte que le colloque de Saint-Léonard et les discussions qui l'ont animé apparaissent rétrospectivement comme une part intégrante de son testament intellectuel. Cet ouvrage est la trace matérielle de ce colloque, dernier séminaire de troisième cycle qu'il a organisé et témoigne, à ce titre, de l'attachement et de l'implication de Jean Widmer dans la formation des jeunes sociologues de Suisse romande. Mais il est également très significatif que les débats tenus à cette occasion soient consacrés à la place des émotions dans l'espace public, rejoignant ainsi son souci – très affirmé suite à sa découverte récente des travaux de Christian Geffray – de prendre en considération la manière dont les affects interviennent dans l'auto-constitution des collectifs.

¹ C'est en particulier l'enseignement de J. Bochenski qui l'avait profondément marqué.

² La lecture des *Moral Notions* de Julius Kovesi (1967) a été pour lui une véritable révélation.

À bien des égards, la formulation du titre retenu pour le colloque de Saint-Léonard³ peut être considérée comme la synthèse d'un parcours de recherche au long cours, qui a permis le lent façonnage d'une problématique de l'espace public élaborée au croisement de la sociologie, des sciences du langage et de la philosophie politique. Notre propos tentera d'introduire les lecteurs à la perspective de Jean Widmer. Celle-ci n'a jamais consisté en une démarche globale et systématique, loin s'en faut. Elle revêt pourtant à nos yeux une forte cohérence, que nous proposons de restituer dans ce texte. Nous retracerons ainsi le cheminement de sa pensée, en montrant comment les questionnements initiaux axés sur l'analyse de discours portaient les germes des dernières réflexions sur les espaces publics modernes, tout en demeurant attentifs à l'accueil que la sociologie widmérienne est en mesure de ménager à l'expression publique des émotions.

Commençant par se demander en quoi des interactions dans une institution produisent cette institution, Jean Widmer en viendra à interroger les discours médiatiques en vue d'une sociologie générale. D'un point à l'autre en effet, il appréhende le discours, qu'il soit ordinaire ou public, comme une médiation par laquelle une collectivité est susceptible d'agir sur elle-même. L'analyse des controverses publiques animées par les médias l'amènera à questionner la façon dont les sociétés se constituent en tentant de résoudre les problèmes qui les affectent. Il en viendra enfin à dégager deux modalités distinctes par lesquelles les collectifs se forment. Il s'agit, pour aller vite, d'une modalité qualifiée de « *métaphorique* », par laquelle le collectif se constitue en référence à un tiers distinct, de l'ordre de la Loi. L'autre modalité, qualifiée de « *métonymique* », consiste en revanche à replier le collectif sur lui-même, sur la communauté de ses membres. Dans la compréhension widmérienne, cette alternative n'a jamais acquis le statut d'une formalisation aboutie. Au contraire, elle a toujours été une source d'interrogation, appelant à un développement et à un approfondissement continuel sur la base d'analyses empiriques de l'espace public.

1. Conversation et organisation du système administratif

La problématique de l'espace public développée par Jean Widmer trouve son ancrage dans ses premières recherches, consacrées à l'analyse des phéno-

³ « Humiliation, colère, compassion : Morale et émotions dans l'espace public politique. »

mènes langagiers et à ses implications pour la pratique sociologique. Dès la première page de sa thèse de doctorat (Widmer 1986 : xx), il pose deux principes fondamentaux, qui guideront l'ensemble de ses travaux ultérieurs. D'une part : « L'activité langagière est [...] une action sociale. » D'autre part : « Les activités, qu'elles soient langagières ou non, sont insérées dans un contexte qu'elles contribuent à constituer. »

Inspirée de l'ethnométhodologie, cette posture reproche aux approches sociologiques classiques leur indifférence envers les phénomènes langagiers, ceux-ci leur servant pourtant de ressource analytique. En ignorant, ou en renonçant à analyser, le caractère organisé des activités en général, et des pratiques langagières en particulier, la sociologie introduit une coupure entre les construits culturels et les agents⁴, ce qui revient à dire qu'elle s'interdit *a priori* d'envisager que les seconds puissent être à l'origine des premiers. Pour le dire en termes positifs, Jean Widmer a très rapidement compris que seule une analyse praxéologique⁵ serait à même d'élucider les relations de détermination réciproque que les pratiques concrètes des agents (irréremédiablement locales et singulières) entretiennent avec les systèmes d'activités (qui les encadrent et dont elles sont l'accomplissement).

Ces questions formaient explicitement le point de départ des recherches menées par Jean Widmer, dans les années 1980, au sujet des relations entre conversation et organisation du travail administratif (Widmer 1991a : 34)⁶ : « Qu'est-ce qui fait d'une conversation téléphonique dans une administration un travail de cette administration ? [...] Répondre à la question exige que l'événement, un appel téléphonique, soit décrit en tant que partie d'un système d'activités plus vaste. » L'analyse détaillée de plusieurs séquences d'échanges téléphoniques avait alors pour tâche de montrer que :

« les conversations administratives sont activement construites de l'intérieur (de manière endogène) comme parties d'un système d'activités plus vaste. Elles sont en ce sens un processus auto-explicatif qui renvoie au-delà de lui-même, par les paramètres de

⁴ Cette problématique peut être entendue comme une variante des relations entre les produits et les producteurs, dans la théorie marxienne de l'aliénation.

⁵ Une analyse praxéologique vise l'action telle qu'elle s'organise « naturellement » par et pour ceux qui y prennent part. Elle s'oppose à de nombreuses analyses sociologiques qui ne se servent de l'action que comme support pour illustrer des construits théoriques.

⁶ Voir également Widmer (1988, 1989, 1991b).

leurs raisonnements, par la temporalité qu'elles établissent, par les catégories auxquelles les activités qui s'y déploient renvoient. Sa réflexivité est construite en elle-même et non seulement à propos d'elle dans son interprétation. » (*Ibid.* : 41)

Ces analyses étaient certes restreintes, en ce sens qu'elles se contentaient d'élucider l'accomplissement d'un système institutionnel particulier, dans et par les activités de ses membres. Cependant, Jean Widmer les envisageait explicitement comme des travaux *exploratoires* (*Ibid.* : 50), qu'il est donc possible de lire rétrospectivement comme les prémisses d'un vaste programme de recherche, visant à élucider comment les discours publics contribuent à l'institution des collectifs politiques.

Il n'est en effet pas anecdotique de remarquer que ces premières enquêtes étaient menées sur le terrain de l'Administration fédérale suisse, c'est-à-dire dans des institutions chargées de manifester l'unité d'une confédération, à savoir d'un collectif politique explicitement conçu comme hétérogène. Plus précisément encore, il est pertinent de relever qu'une part consistante de la recherche a été consacrée au travail des traducteurs⁷, c'est-à-dire de ce corps de fonctionnaires appelés à régler, dans la conduite même de leur activité, les tensions engendrées par la manifestation du plurilinguisme (potentiellement porteur de clivages), tout en assurant l'intercompréhension (garante de l'unité nationale). À ce titre, il est possible d'y retrouver un précurseur des nombreuses recherches que Jean Widmer a consacrées au pluralisme de l'espace public suisse, afin de montrer que « le problème de l'un et du multiple » n'est pas seulement un problème philosophique, mais qu'il s'agit d'un problème pratique fondateur de toute existence politique (Widmer *et al.* 2004).

Ainsi, dès ses premières recherches sur l'Administration fédérale, Jean Widmer a esquissé les axes directeurs de son programme de recherche empirique. Il n'a cessé de l'approfondir tout au long de sa carrière, en s'efforçant d'élucider comment une *diversité de personnes* peut se constituer pour elle-même en *une entité collective*, et plus spécifiquement en *un collectif politique* qui a la particularité de réunir des membres distants et inconnus les uns des

⁷ Ce travail a été l'objet d'un rapport interne à l'administration fédérale : Jean Widmer, « Carrières et structures des traducteurs dans l'administration fédérale », rapport à l'intention du Groupe de travail dirigé par le vice-chancelier A. Casanova chargé de la réorganisation des services de traduction, juin 1985.

autres (Widmer 2004a). C'est également dans ses premières enquêtes qu'il a posé les principes d'une démarche, dont le principe fondateur consiste à systématiquement *traiter l'objectivité des faits sociaux* comme des accomplissements. Dans le sillage des études ethnométhodologiques, il n'a cessé de montrer que la forme d'objectivité revêtue par les collectifs – qu'il s'agisse de familles, de systèmes administratifs ou de collectifs politiques – est assurée par les activités continues et situées de leurs membres.

Cette manière de rapporter systématiquement les « produits » aux opérations pratiques de leur production est porteuse d'une critique dirigée contre toutes les formes de réification du « social », du « culturel » et du « politique ». À l'encontre des théories explicatives – qui s'appliquent à les traiter comme des « variables » (ou comme des « choses ») *indépendantes* des comportements qu'elles sont appelées à expliquer – Jean Widmer a toujours considéré son travail comme une contribution aux analyses de la société formulées en termes de « production » (Touraine 1973), ou d'« institution » (Castoriadis 1975). Par-delà sa composante théorique et méthodologique, la controverse engage la définition même des sciences sociales et connaît des répercussions majeures sur la place qui devrait leur être réservée dans les sociétés démocratiques. En effet, à l'inverse des approches explicatives qui considèrent toujours que le « social » est déjà là, les analyses praxéologiques s'efforcent de le rapporter aux opérations pratiques qui lui confèrent son objectivité et qui assurent sa pérennité. L'enjeu est donc l'élaboration d'un mode d'analyse permettant de penser la dimension proprement politique des collectifs, et donc notamment les opérations d'auto-constitution caractéristiques des sociétés modernes et démocratiques.

2. L'analyse des discours médiatiques comme sociologie générale

Rétrospectivement, les enquêtes menées par Jean Widmer apparaissent comme les moments successifs d'une seule et même recherche, dont le fil conducteur est assuré par une remarquable continuité de questionnement et de méthode. Ainsi, pour lancer son analyse de l'espace public suisse, il s'est inspiré de la problématique et des principes méthodologiques qu'il avait élaborés pour rendre compte du travail de l'Administration fédérale. Il a cependant considérablement étendu l'ampleur de son questionnement et l'ambition de ses enquêtes. En effet, les analyses conversationnelles étaient consacrées à l'accomplissement de systèmes d'activités restreints et bien délimités. De plus, la problématique de l'auto-constitution des collectifs faisait figure

d'arrière-plan empirique ou d'horizon normatif, mais elle était rarement thématisée en tant que telle. En revanche, l'objectivation du social – c'est-à-dire les opérations proprement *politiques* par lesquelles une société se constitue elle-même en objet disponible à la pensée et à l'action de ses membres – a été placée au cœur des travaux consacrés à l'espace public.

Ces réflexions ont profondément structuré les enseignements que Jean Widmer a dispensés dès le début des années 1990, suite à sa titularisation en tant que professeur de sociologie de la communication et des médias à l'Université de Fribourg. Sur la base de ses travaux initiaux, Jean Widmer a élaboré une approche praxéologique des médias. Il a ainsi proposé de les analyser comme des *accomplissements*, dont l'intelligibilité doit être systématiquement rapportée aux activités des agents engagés dans la production, la diffusion et la réception des discours médiatiques. En outre, fort de l'analyse du langage comme pratique instituante, il a d'emblée considéré les discours médiatiques comme une « situation éclairante »⁸ pour analyser les formes d'auto-constitution des collectifs politiques, et donc notamment pour étudier l'accomplissement pratique des espaces publics démocratiques.

À vrai dire, l'argument de Jean Widmer était plus radical. Fortement marqué par le *tournant linguistique* (« *linguistic turn* »), il inclinait à faire sien le fameux aphorisme de Derrida, selon lequel « il n'y a pas de hors texte ». Il en tirait avant tout qu'il n'existe aucun aspect du monde social qui ne soit informé discursivement, et donc que toute enquête sociologique concerne nécessairement des phénomènes qui sont, en dernière analyse, d'ordre discursif. Ce qui conduit à remarquer, dans une veine d'inspiration ethnométhodologique, que l'immense majorité des recherches sociologiques utilisent les composantes discursives du monde social comme des ressources

⁸ Garfinkel (2002 :181-182, 199-201) entend par *situation éclairante* (« *perspicuous setting* ») un terrain permettant d'accéder à un phénomène, non pas *in vitro*, comme dans une démarche expérimentale, mais *in vivo*, c'est-à-dire tel qu'il est naturellement rendu intelligible et descriptible dans les circonstances ordinaires de son effectuation. « Dans la mesure où une situation éclairante consiste en des révélations matérielles de pratiques de production locale et d'*accountability* [c'est-à-dire descriptible, au sens de susceptible de donner lieu à des observations, à des comptes rendus, à des comptages et à des attributions de responsabilité] naturelle dans leurs détails techniques, elle rend ces révélations disponibles, révélations au moyen desquelles [il est possible de] trouver, examiner, élucider, en apprendre au sujet de, montrer et enseigner l'objet organisationnel en tant que site de travail *in vivo*. » (*Ibid.* : 181 [notre traduction]).

analytiques, alors qu'elles devraient en faire des thèmes de recherche à part entière⁹.

Lecteur d'Eliseo Véron, Jean Widmer tendait également à endosser la thèse de la *médiatisation de la société*, selon laquelle nous vivons dans un monde social dont les institutions, les pratiques, les conflits, la culture se structurent en relation directe avec l'existence des médias (Véron 1995). Dans sa problématique, cela revient à situer les médias au cœur même du processus d'objectivation du monde social, et donc à leur attribuer un rôle primordial dans les dynamiques d'auto-constitution caractéristiques des sociétés modernes et démocratiques.

Ainsi, Jean Widmer a élaboré son analyse des médias en prenant appui sur les thèses du *tournant linguistique* et de la *médiatisation de la société*. Or, cette double source d'inspiration a été à l'origine de sérieux malentendus. À tel point que sa démarche praxéologique a parfois été assimilée aux thèses radicales qui réduisent l'espace public à ses seules manifestations dans les discours médiatiques.

Si l'analyse des médias initiée par Jean Widmer est inspirée par le *tournant linguistique* et par la thèse de la *médiatisation de la société*, elle n'endosse pas pour autant leurs inflexions nominalistes et média-centristes. Force est de reconnaître que les cours et les publications de Jean Widmer n'étaient pas toujours formulés de manière à prévenir de telles interprétations. Cette difficulté tient précisément au lieu que se choisit la sociologie widmérienne pour appréhender la constitution de la société. L'entrée se faisant par des *médiations discursives*, le champ phénoménal effectif des acteurs n'est ressaisi que dans un second temps, par la modalité de l'identification qui leur est proposée par le discours public. De même, c'est un rapport fortement discursif à leur expérience qui est restitué, cette restitution exposant la démarche à un risque de logocentrisme, assimilant trop étroitement expérience et discursivité, au risque d'évincer l'écart qui subsiste entre elles. On comprend dès lors que la saisie des affects puisse poser quelques difficultés à une telle posture, celle-ci les saisissant à mi-parcours dans leur communication publique, par une modalité pleinement discursive.

⁹ Cette remarque relève de l'évidence s'agissant des enquêtes par entretiens ou par questionnaires. Cependant, l'argument vaut également pour les travaux ethnographiques et pour les enquêtes quantitatives, si l'on admet que l'intelligibilité du monde social – et donc les qualités qui le rendent descriptible et mesurable – est informée discursivement. La confusion entre les « thèmes » et les « ressources » est une critique que les ethnométhodologues ont coutume d'adresser à la sociologie classique (Zimmerman et Pollner 1971).

Afin d'éviter la reconduction des malentendus générés par des interprétations teintées de nominalisme ou excessivement centrées sur les médias, il nous paraît opportun d'introduire quelques précisions qui, si elles n'ont pas été explicitement formulées par Jean Widmer, n'en sont pas moins fidèles au mode d'analyse praxéologique qu'il nous a enseigné. S'agissant du tournant linguistique, une démarche praxéologique exclut de considérer le monde social comme un phénomène purement discursif, et plus encore de le réduire à sa seule expression dans des discours médiatisés. Autrement dit, ce mode d'analyse n'a pas pour conséquence de replier la sociologie sur la seule analyse de discours et moins encore sur une analyse des discours médiatiques. En revanche, l'analyse praxéologique suggère que les pratiques langagières contribuent à l'institution et à l'organisation du monde dont elles rendent compte. De même, s'agissant de la médiatisation de la société, une posture praxéologique interdit de considérer *a priori* les médias comme la seule instance de médiation sociale. En revanche, elle permet d'observer et de décrire comment des instances garantes de l'objectivation de la vie sociale prennent en considération l'existence des médias pour orienter des pans entiers de leurs activités. En ce sens, elle invite à douter qu'une analyse sérieuse du monde social puisse faire l'impasse sur les phénomènes discursifs en général, et sur l'activité des médias en particulier.

Ces mises au point préalables mettent en perspective les efforts consentis par Jean Widmer à la fois pour convaincre ses collègues sociologues de traiter les phénomènes langagiers comme un thème de recherche à part entière, et pour s'opposer à l'institutionnalisation d'une science autonome de la communication et des médias. Selon lui, la sociologie a pour vocation d'analyser l'auto-constitution des collectivités et elle ne peut parvenir à élucider comment cette dimension proprement politique s'accomplit dans les sociétés modernes et démocratiques qu'à condition de prendre en considération l'efficacité instituante des pratiques langagières en général et des discours médiatiques en particulier. En ce sens, l'analyse de discours est un aspect essentiel de toute sociologie générale. À ce titre, toutes les facultés de sciences sociales devraient l'enseigner, mais elle n'a aucunement vocation à s'autonomiser pour devenir une discipline spécialisée¹⁰.

¹⁰ Il vaut la peine de signaler que ces avancées théoriques sont concomitantes avec les efforts que Jean Widmer a consacrés au lancement, à l'Université de Fribourg, d'un Domaine des sciences de la société. Son projet initial était de rassembler toutes les chaires dévolues à

3. Une problématisation de la sociologie des problèmes sociaux

Dès sa titularisation en 1990, Jean Widmer a pris appui sur ces avancées théoriques pour lancer de vastes enquêtes visant à élucider les formes de publicité démocratique accomplie par les discours des médias suisses.

Dans ses enseignements, il a proposé d'analyser les discours médiatiques comme des pratiques instituantes, constitutives des opérations proprement politiques par lesquelles une collectivité s'objective de manière à s'offrir à la réflexion et à l'action de ses membres. Afin de rendre opérationnelle cette idée initiale en un programme de recherches empiriques, il a concentré son attention analytique sur les procédures mises en œuvre par les médias pour définir des problèmes publics. Dans cette perspective, l'analyse détaillée des discours médiatiques a pour tâche de repérer comment est défini le caractère problématique de certaines situations, et surtout comment ces discours l'attribuent à une collectivité qu'ils constituent en lui dispensant les prises – ou, autrement dit, les appuis – nécessaires pour agir sur elle-même, en vue de résoudre le problème dont elle est affectée.

Cette piste de recherche s'inspire explicitement de la sociologie des problèmes sociaux¹¹, mais elle creuse un sillon parallèle. En effet, la sociologie des problèmes sociaux étudie la définition de situations problématiques et la forme qui leur est conférée, essentiellement au cours de leur traitement institutionnel. Par contraste, l'approche praxéologique se concentre plutôt sur *les modalités d'auto-constitution des collectifs politiques* rendues possibles par le modelage des problèmes sociaux. Dans cette perspective, la forme acquise par le problème n'est pas étudiée pour elle-même, mais pour les prises qu'elle offre pour la réflexion et pour l'action, c'est-à-dire en tant que *médiation* qui assure l'objectivation d'une collectivité politique aux yeux de ses propres membres.

Cette manière particulière d'aborder les problèmes sociaux a été élaborée, mise à l'épreuve et affinée à l'occasion d'une recherche, mandatée par l'Office fédéral de la santé publique et de l'Institut universitaire de médecine sociale

l'enseignement des sciences sociales, lesquelles étaient jusqu'alors dispersées dans trois facultés distinctes.

¹¹ Dans les textes publiés au début des années 1990, Jean Widmer fait référence à la problématique des problèmes sociaux développée dans la mouvance des sociologies dites « interprétatives », dont il mentionne en particulier les synthèses établies par Blumer (1971) et Beng-Huat (1979). À l'époque, il signala à ses étudiants l'enquête, dont il avait immédiatement perçu les profondes convergences avec sa propre démarche, menée par Louis Quéré et Michel Barthélémy (1991) sur la profanation du cimetière juif de Carpentras.

et préventive de Lausanne¹², consacrée au traitement médiatique du problème de la drogue. Dans ses présentations initiales, Jean Widmer a indiqué que son objectif n'était pas d'analyser la « construction du problème de la drogue », mais qu'il entendait la traiter comme un « environnement privilégié » pour étudier la collectivité politique suisse :

« **La drogue est un problème.** Tout problème à la forme A est un problème pour B. L'attention se porte généralement sur A. En analysant les photographies de presse, nous nous arrêterons à B : à la manière dont B se représente A. [...] »

La drogue est un problème social. C'est dire que le problème ne s'épuise pas dans les raisons individuelles des drogués. Ni même dans les causes sociales de leur dépendance. Les préoccupations collectives qui amènent à se préoccuper d'eux et à s'en préoccuper d'une certaine manière déterminent aussi la nature du problème. » (Widmer 1993 : 7, les gras sont de l'auteur)

Cette formulation dédouble la métaphore de la « construction sociale de la réalité ». Elle indique en effet que la « construction » d'un problème social va nécessairement de pair avec celle de la collectivité qui en est affectée et qui agit pour y remédier. De telle sorte qu'étudier la manière dont les médias présentent le problème de la drogue, c'est rendre compte du travail d'auto-institution d'une communauté qui, en élaborant les définitions de la situation appelée à structurer le monde vécu de ses toxicomanes, manifeste et affirme les principes normatifs qui président aux rapports qu'elle entretient à elle-même :

« De manière élémentaire, un problème social comporte une articulation du type : “Le comportement de A est un problème pour B, l'énonciateur du problème.” Les abréviations A et B désignent des catégories mutuellement exclusives. En principe donc, une personne peut être catégorisée comme A ou comme B, mais non comme A et B. [...] »

¹² Cette recherche a donné lieu à de nombreuses publications, en particulier : Widmer et Zbinden Zingg (1993), Boller *et al.* (1995), Widmer *et al.* (1996). L'ensemble de ces recherches a donné lieu à une publication de synthèse Widmer *et al.* (1997).

Examiner la manière dont la presse illustre le problème de la drogue est donc une manière d'examiner comment B construit A. Faire des hypothèses sur les déterminations qui rendent cette construction acceptable revient à examiner les fonctions que cette construction exerce sur B, "Monsieur tout le monde", et partant sur A, les toxicomanes. » (Widmer 1992 : 59-60)

Ces formulations initiales de la problématique ne sont pas dépourvues d'ambiguïtés. En particulier parce qu'elles reprennent explicitement la métaphore de la « construction », alors même que l'approche préconisée par Jean Widmer rompt avec les principes fondateurs des acceptions nominalistes, sceptiques et critiques du constructivisme. En effet, si la tradition nord-américaine de la sociologie des problèmes sociaux a profondément inspiré Jean Widmer, c'est avant tout pour son accent sur les pratiques discursives d'attribution mutuelle d'identités. Au fil du temps, et en particulier dans sa réception européenne, la sociologie interactionniste a progressivement pris un tour nominaliste, tendant à instaurer une distance sceptique entre la réalité sociale et sa construction discursive. Dans les versions critiques, la construction finit par être rapportée à une action stratégique, parfois délibérée, de certains acteurs, par exemple les journalistes. Ce qui a été perdu dans cette évolution est l'élaboration mutuelle – ce que les ethnométhodologues désignent par la *réflexivité* – du langage et de l'ordre social, qui contraint à prendre au sérieux les pratiques concrètes, que celles-ci soient langagières ou non.

Dans les premiers travaux que Jean Widmer a consacrés à la toxicomanie, cette orientation pragmatiste était plus suggérée qu'elle n'était explicitement formulée. Mais l'avancement de l'enquête a été rythmé par des mises au point régulières, qui ont été l'occasion d'en spécifier les principes. Il y est revenu dès ses premiers exposés visant à élucider « comment la presse photographie le problème de la drogue » (Widmer 1993). Il y indique très clairement que si la toxicomanie est construite par un discours social, celui-ci n'est pas assimilable aux discours médiatiques, et que ces derniers relèvent d'un travail collectif dont le déroulement ne peut en aucun cas être décrit comme une action stratégique :

« Les médias ne créent pas les problèmes. Par contre, ils leur donnent forme et assurent leur diffusion.

Les médias sont l'ensemble du système dont les journalistes ne sont qu'un élément. Leur dépendance des conditions organisationnelle,

économiques et techniques du travail prévient une maîtrise individuelle du contenu et de la forme de leurs discours. Cela est particulièrement frappant pour les journalistes photographes : le choix de l'illustration leur échappe, comme il échappe souvent au journaliste qui rédige le texte. Quant à celui ou celle qui fait la mise en page, ils ne maîtrisent bien entendu pas les textes ni souvent le jeu de photographies à disposition.

L'analyse de photographie ne renvoie donc pas à une intention individuelle. Elle considère le résultat d'un travail collectif, tel qu'il se présente au public. » (Widmer 1993 : 7-8)

La formulation négative de ce passage indique que Jean Widmer a rapidement perçu la nécessité de démarquer sa démarche des acceptions dominantes du constructivisme. Pour l'essentiel, il indique dans ces quelques lignes qu'il préconise le recours à un corpus de discours médiatiques pour analyser la construction du problème de la toxicomanie, mais qu'il n'endosse pas pour autant le postulat qui voudrait que les médias soient dotés du pouvoir de construire le problème de la toxicomanie. Ainsi, il se distancie nettement des innombrables slogans constructivistes relatifs à la « construction médiatique des problèmes sociaux ». En ce sens, il est pertinent de relever que, dès ses premiers textes consacrés à la toxicomanie, il ne fait pas référence aux analyses de la « construction médiatique des problèmes sociaux », conduite dans une veine d'inspiration bourdieusienne. Cette absence est d'autant plus remarquable que Jean Widmer connaissait bien cette littérature, dont plusieurs textes figuraient au rang des lectures obligatoires pour la préparation à ses cours de sociologie de la communication et des médias.

En ancrant fermement le sens dans les procédures pratiques dont il est issu, cette démarche rejette toute réification du « social », du « culturel » et du « politique ». Cela ne veut pourtant pas dire qu'elle ne prenne pas en considération le caractère objectif que ces phénomènes revêtent aux yeux des membres. En revanche, Jean Widmer a toujours affirmé que l'étude de la production ou l'institution de l'ordre social a pour tâche d'exhumer les procédures de son *objectivation*. Concrètement, affirmer que le sens des discours médiatiques doit être analysé comme une *gestalt* (forme) revient à dire qu'il comporte une composante culturelle : il se présente comme un sens commun, une manière de voir et d'organiser le monde dont le partage peut être tenu pour acquis. Il convient toutefois de souligner que cette objectivité du sens n'est pas absolue, mais qu'elle est relative au processus de sémiotique, c'est-à-dire qu'elle est

mise à l'épreuve à l'occasion de chaque échange. Concrètement, tout discours médiatique présente une auto-interprétation, mais celle-ci relève d'un ordre propositionnel : elle demeure une potentialité qui ne se réalise qu'à condition d'être reconnue, endossée et mise en œuvre en réception.

Loin du couplage saussurien du signifiant et du signifié, cette approche sémiotique loge un travail d'interprétation au cœur même de la signification. Dans la sémiotique de Peirce, *l'interprétant* est ainsi une partie intégrante du signe lui-même. La photographie dispense elle-même un interprétant. Il s'agit dès lors d'un phénomène culturel, reconnu par les membres d'une communauté d'interprétation, qui se constitue en tant que telle quand elle se reconnaît dans une manière de voir que dispense une photographie¹³. À cet égard, un problème public est le problème d'un public, dans le sens où une communauté d'interprétation reconnaît le caractère problématique d'une situation :

« Le titre de cette contribution est “Le problème de la drogue comme problème public”. Il pourrait être entendu comme l'expression “La Lune comme symbole poétique” : il y a d'un côté la Lune, de l'autre le poème sur la Lune, mais la Lune ne dépend pas du poème. Il n'en va pas ainsi du problème de la drogue, puisque un problème présuppose toujours une réflexion. Cette réflexion n'est pas qu'une affaire personnelle, car un problème – à plus forte raison un problème social – n'est pas pensable sans échange de points de vues. On sait quelque chose d'un tel problème, même lorsqu'on n'est pas personnellement concerné. Il suppose donc un échange public de points de vues. » (Widmer *et al.* 1997 : 9, traduit par nos soins)

Cette appréhension phénoménologique des problèmes publics s'avère, en définitive, aussi éloignée du positivisme que des inflexions interprétativistes ou nominalistes du constructivisme. Si l'objectivité du problème ne résulte que de sa reconnaissance par une communauté d'interprétation, elle ne s'impose pas moins aux membres de cette communauté. Il ne s'agit pas d'une version parmi d'autres disponibles, mais de la réalité qui fonde le sens

¹³ La manière de voir proposée par un discours a été appréhendée en terme de « contrat énonciatif », dans la socio-sémiotique d'Eliseo Véron (1983, 1985). Fondée sur la sémiotique peircienne, cette démarche a constitué une ressource centrale pour l'analyse du discours médiatique développée par Jean Widmer.

commun le plus ordinaire. Disposer de ce sens commun est ce qui permet de voir le monde tel qu'il faut le voir, afin d'y agir de manière adéquate. C'est en voyant le monde tel qu'il faut le voir, et en le décrivant tel qu'il faut le décrire, que les individus accomplissent leur appartenance à un collectif. En d'autres termes, la « constitution », au sens phénoménologique, d'un monde commun ne peut être dissociée de celle de son collectif (Arendt 1994).

4. Vers une différenciation des modalités de constitutions des collectifs

L'analyse des problèmes publics est dès lors susceptible de déboucher sur une appréhension anthropologique de la constitution des collectifs. Il est important de souligner encore une fois le caractère pragmatique de l'approche adoptée. Les problèmes publics ne sont pas simplement des choses qui arrivent à un collectif. Ils constituent plutôt des occasions par lesquelles le collectif s'éprouve, s'expérimente et s'institue lui-même en tant que tel :

« Les problèmes que se pose une société sont l'occasion de se mettre à l'épreuve en tant que collectivité, d'être cette collectivité déterminée [...]. Les problèmes sociaux sont une opportunité qu'une société se donne en vue d'agir sur elle-même. Que le problème social existe objectivement et soit perçu par la société comme ce problème déterminé ne constitue pas une preuve du contraire, mais plutôt une indication de la manière dont elle traite ce problème. » (Widmer *et al.* 1997 : 11-12, traduit par nos soins)

Le cas abordé plus haut des photographies de presse sur le problème de la drogue permet d'illustrer ce point. L'iconographie témoigne de la façon dont la collectivité est en train de penser et de traiter le problème. Alors que dans un premier temps, les photographies sont floues et peu hiérarchisées et structurées, l'ordre survient dans un second temps par l'irruption d'agents de police, qui s'interposent entre le lecteur et les toxicomanes :

« Cette iconographie illustre une médiation entre la collectivité et son problème. L'espace photographique propose une médiation entre les deux. L'espace du discours public est enfin structuré : l'événement a trouvé son répondant institutionnel. L'État aurait préféré que le médical et le social y soient associés, ce sera l'ordre policier. » (Widmer 1996a : 15)

Loin d'être accidentelle, cette « réponse » au problème relève d'une forme de médiation identitaire, répressive, voire violente, qui semble caractériser la collectivité suisse :

« Si nous osons une interprétation développementale inspirée de J. Piaget, nous dirons que la représentation est passée d'un stade fusionnel à un stade différencié, prélude éventuel à une intégration. Tant le sort réservé aux mesures non répressives de la Confédération, et d'autres instances, que le contenu de la médiation (ordre répressif) rendent cette perspective peu probable. Il semble plutôt que la symbolisation violente de la frontière trouve des parallèles dans d'autres domaines politiques (Suisse – Europe ; Suisses – requérants d'asile ; Suisses alémaniques – Suisses romands). Tout se passe comme si l'imaginaire collectif se structure par l'opposition entre le pur et l'impur (M. Douglas), opposition qui vise à l'élimination. On pourrait y voir une fascination qui répond à la fascination pour la marchandise dans la consommation, toutes deux de type anal. Il est bien loin le temps où les drogues accompagnaient la production artistique... » (*Idem*)

Analyser le traitement d'un problème public en train de se faire permet donc de dégager les leviers par lesquels la société agit sur elle-même. Dans la problématique du dédoublement, notamment abordée par Touraine (1973), Barel (1979, 1984), Quéré (1982), Lefort (1986) et Dupuy (1992), il apparaît que la Suisse ne parvient pas à instituer un tiers susceptible de fournir une médiation entre la collectivité et ses problèmes. Plus précisément, le tiers est replié sur une opposition entre nous et eux, qui ne permet d'envisager qu'un traitement axé sur la force, par opposition à une appréhension plus rationnelle, procédant de la médiation de la parole, de la culture et des institutions (en l'occurrence autres que policière). Cette caractérisation du rapport de la Suisse à elle-même a été appuyée par des recherches ultérieures. Les analyses consacrées à la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (Widmer et Terzi 1999) et aux débats publics sur le plurilinguisme (Widmer *et al.* 2004) font, en effet, ressortir que la Suisse tend à traiter les problèmes qui l'affectent comme des questions identitaires, ce qui a pour effet d'en écarter une discussion rationnelle. Dans la sémiotique peircienne, cette opposition correspond à la distinction entre l'ordre indiciel, réductible à des

rapports de force (apparemment dyadiques), et l'ordre symbolique (explicitement triadique) qui suppose toujours la médiation d'un tiers, ne serait-ce qu'une culture ou qu'un langage communs.

Avant de revenir sur cette opposition, il convient de préciser l'articulation entre cette problématique anthropologique de la constitution des collectifs, et la sociologie de la communication sociale et de l'espace public. L'espace public joue de fait un rôle central dans la constitution des collectifs. En effet, l'espace public est conçu comme une *sémiosis du social*, présupposant une extériorité du social à lui-même, qui fournit une médiation symbolique à la collectivité. Autrement dit, il fournit un lieu de représentation d'une collectivité par et pour elle-même, un lieu où une société se donne à voir comme collectivité (Widmer 1996)¹⁴. Sans un tel lieu, une collectivité n'est pas en mesure d'agir sur elle-même. Là encore, la recherche sur la drogue permet d'illustrer ce point. Dans les années 1990 apparaissent des « scènes de la drogue », qui se développent sur les places centrales de grandes villes suisses (Berne et Zurich). Il convient d'abord de relever la dimension de visibilité d'une telle présentation du problème :

« L'expression "scène de la drogue", surtout présente en allemand, ainsi que le choix de places urbaines centrales doivent attirer notre attention : quelque chose veut être montré. Une politique de la visibilité. » (Widmer 1993 : 12)

Pour Jean Widmer, les places centrales

« organisent [la] vie [des villes] non tant au sens fonctionnel qu'au sens symbolique, comme points de repères. Souvent, ces places sont décorées de monuments rappelant un passé prestigieux ou important pour la ville. Les places donnent ainsi une profondeur aux villes. Fonctionnellement, elles sont souvent vides, comme si elles formaient un endroit de silence pour permettre alentour de signifier. » (*Ibid.* : 13)

¹⁴ Jean Widmer a conscience que l'avènement de l'espace public est un phénomène historique caractéristique de la modernité bourgeoise (Habermas 2003). Si les médias sont l'une des médiations privilégiées de la société moderne et contemporaine, c'est qu'ils reprennent en charge l'une des fonctions anciennement dévolues aux rituels religieux. Sur cette substitution du religieux par le journalistique, voir les travaux de M. de Certeau (1987, 2005). Que le totem soit la figuration symbolique de la société, c'est déjà ce qu'affirmait Durkheim (1994).

Une telle fonction donne une signification forte au fait que s’y implantent les « scènes de la drogue » :

« Vu sous cet angle, le choix collectif (des drogués et des autorités) des places centrales pour y jouer la “scène de la drogue” semble être le choix d’un publicitaire averti, tant l’effet de résonance est garanti. Cela explique sans doute aussi la promotion de la place Spitz au rang de nom commun pour toute la scène de la drogue, où qu’elle se trouve.

Tout se passe donc comme si, au travers du problème de la drogue, la collectivité avait cherché à se dire quelque chose. » (*Ibid.* : 13)

Comme indiqué plus haut, la collectivité semble « se » dire son incapacité à trouver une médiation d’ordre symbolique et de nature rationnelle, qui serait susceptible d’ordonner la « scène de la drogue »¹⁵ :

« Si nous considérons les opérations mises en jeu dans la présentation photographique, nous constatons que toutes vont dans le sens de la mise à distance, de l’exclusion et de la stéréotypification, donc d’opérations qui ont trait à l’identité. Ce que confirme également le choix des places centrales.

S’il y a crise morale, nous regardons immédiatement du côté des autorités. Quelle est leur place dans cette mise en scène du problème ? La présentation de corps auto-mutilés et de places souillées (la métaphorisation du territoire par le corps est aussi vieille que les cultures) se fait dans une sorte de miroir, sans un tiers qui médiatiserait la crise ou du moins ordonnerait la cérémonie. Nous retrouvons ici le thème du flou des classements et des hiérarchies.

Il est intéressant de noter que certaines mesures des autorités entrent dans cette lecture symbolique. Chasser les drogués hors

¹⁵ On peut établir un lien, comme le fait M. de Certeau (2005) à propos des possessions qui frappent le couvent de Loudun, entre inconscient collectif et manifestation des pathologies qui frappent une société dans les corps propres de certains de ses membres. Et comme dans la cure psychanalytique, l’exorcisme du mal transite par une capacité à *se* dire, mais, cette fois, *via* la médiation d’un langage commun visant à appréhender l’expérience collective et se donnant pour cadre un espace public.

de la ville, les desservir dans des bus, dans des souterrains. Toutes ces “solutions” ont pour particularité de rester lisibles comme opposition symbolique à la place : dehors versus dedans, dessous versus dessus, mouvement versus immobilité. » (*Ibid.* : 13)

Une telle façon de représenter et de traiter publiquement le problème de la drogue a pour corrélat un ordre politique spécifique :

« Des symbolisations violentes, dans le domaine de la toxicomanie comme dans d'autres domaines mentionnés apparaissent alors comme des tentatives de faire prendre corps à l'espace public, de lui donner la consistance d'un ordre soumis à la règle, mais à une règle unique qui menace les structures de l'espace public : la différenciation institutionnelle se réduit à l'action policière ou militaire, la structuration en sphère privée et publique s'effondre, le pouvoir ne peut être que populiste et/ou autoritaire. » (Widmer 1996a : 15)

Un tel ordre politique contrevient aux promesses de la modernité, telles qu'elles ont été dégagées par Claude Lefort (1986). L'ordre politique ainsi accompli s'assimile en effet davantage à l'Ancien Régime – dans lequel le double corps, physique et politique, du roi garantit l'existence et la permanence du collectif – qu'à la modernité libérale, qui a renoncé à incorporer le pouvoir pour n'en faire que l'objet d'un exercice provisoire par le vainqueur d'une compétition réglée. La collectivité suisse prend donc forme dans et par un espace public qui ne semble pas fournir les modalités rationnelles de sa propre saisie et mise en discussion. Il s'agit plutôt de préoccupations relatives aux limites de la communauté, et d'élaboration de mesures destinées à les renforcer.

Il faut souligner ici qu'il ne s'agit pas de traits identitaires de la collectivité suisse, du moins pas au sens d'essences stables. C'est parce que l'espace public fonctionne de la sorte que cette collectivité apparaît comme traversée par une préoccupation identitaire, qui fait écran à une saisie rationnelle des problèmes qui l'affectent.

Dans ses travaux sur le plurilinguisme suisse, Jean Widmer sera amené à complexifier cette analyse praxéologique de l'identité collective helvétique. Il rapportera les configurations de l'espace public suisse à deux architectures (Widmer 1996b, 2004a, 2004b). Ces architectures correspondent *grosso modo* aux deux principales traditions de formation des collectifs politiques, décrites

notamment par Elias (1973), Dumont (1991) et Schmitt (1995), à savoir la tradition communautaire et la tradition légaliste (Widmer 1997). La première, désignée par le trope de la *métonymie*, correspond à ce qui vient d'être présenté à partir du problème de la drogue. Dans ce premier idéal-type, la collectivité se reconnaît sur un mode communautaire et l'identité collective est le produit de transactions : l'action prime sur la médiation, l'autorité est diffuse dans l'ensemble du peuple, l'accord repose sur la confiance, les inégalités sont admises, l'autonomie collective et la responsabilisation des membres sont privilégiées, et la collectivité se représente sur un modèle dit « patrimonial » supposant la valorisation du passé (Widmer 1997). À l'inverse, la tradition légaliste ou républicaine, désignée par le trope de la *métaphore*, correspond à une mise à distance, en surplomb ou en extériorité, des médiations qui organisent la collectivité et permettent de traiter ses éventuels dysfonctionnements. Dans ce cas, l'identité collective est le produit du rapport à un tiers, soit la loi commune. L'accord repose ainsi sur le texte plutôt que sur la confiance, le principe de l'égalité des sujets soumis à la loi est primordial et la délégation aux institutions est privilégiée (*Ibid.*).

Sur la base d'un terrain d'étude privilégié – la Suisse plurilingue –, Jean Widmer met cette conceptualisation à l'épreuve, en examinant le rôle du rapport à la langue dans l'auto-constitution d'une collectivité. En effet, le rapport à la langue configure le rapport d'un collectif à lui-même, puisque la langue est une médiation de cette collectivité, un des « points fixes » de Dupuy (1992), un trait de son architecture (Widmer 2004b). Ainsi, les travaux de Jean Widmer sur le plurilinguisme helvétique rapportent aux régions linguistiques, respectivement alémaniques et latines, les deux modalités idéal-typiques de constitution du collectif politique¹⁶. Si cette différence peut être qualifiée de culturelle ou reliée à des mentalités distinctes, il s'agit fondamentalement d'une différence dans le rapport à la langue de chaque région. Or, selon Jean Widmer, ce rapport à la langue relève en définitive du rapport spécifique à soi en tant que collectivité politique dotée d'historicité. Ainsi, les Latins placent la langue standardisée comme une institution en surplomb de la communauté de ses locuteurs, et qui s'impose à eux, dans une architecture qualifiée de métaphorique. En revanche, les Alémaniques n'y voient que l'émanation de ce qui définit les membres de la

¹⁶ En réalité, aucun rapport à la langue dans les différentes régions linguistiques ne correspond parfaitement à ces deux types idéaux. Les analyses de Jean Widmer montrent néanmoins que la Suisse présente deux modalités proches des modèles décrits (Widmer 2004a).

communauté. Nous sommes là dans un rapport métonymique des Alémaniques avec leurs parlars (Widmer 2004a). En d'autres termes, si les Latins doivent leur appartenance à la communauté à leur soumission à une langue, et plus généralement à une loi, communes, les Alémaniques voient la pratique linguistique partagée comme une conséquence de l'appartenance à la communauté. Cette lecture en termes d'architectures d'espace public a animé bon nombre des travaux réalisés sous l'impulsion de Jean Widmer. En particulier, elle a été mise au service de la compréhension des différentes préférences politiques entre les régions linguistiques (*Ibid.*). D'ailleurs, ce rapport entre appartenance linguistique et comportement électoral est au centre du chantier d'études initié par Jean Widmer et qui demeure, pour l'instant, inachevé.

Dans plusieurs textes, Jean Widmer a clairement manifesté son attachement au légalisme et au rationalisme associé à la tradition libérale, et donc sa préférence pour la modalité métaphorique (par exemple Widmer 1991c, 1994)¹⁷. Cependant, il a également explicitement signalé les avantages et les inconvénients de chaque modèle culturel s'agissant de l'institution, de l'organisation et de la gestion d'un collectif politique fédéral :

« [O]n peut parler de communautarisme [pour la modalité métonymique] et d'individualisme [pour la modalité métaphorique]. Du coup, en démocratie, le premier favorisera une démocratie de participation et le second une démocratie de représentation. Cependant, le premier accentuera l'appartenance et donc une certaine contrainte à la conformité, le second accentue la distance, et donc un certain penchant à la distance hiérarchique. De même, le premier accentuera le patrimoine commun en tant que projet, tout en laissant une large part d'autonomie aux différentes collectivités de la communauté. Le second accentuera la soumission commune aux lois et sera donc à la fois ouverte sur un futur commun plutôt

¹⁷ Telle était la conclusion du texte de 1994, consacré à la vulgarisation de son programme de recherche sur le plurilinguisme : « Peut-être est-ce donc le moment de repenser à l'État. Les références symboliques à nos montagnes muettes ne peuvent plus fournir la cohésion nécessaire face aux forces centrifuges que représentent d'un côté l'individualisme malheureux des personnes et des entreprises et de l'autre la réponse que représente la montée du populisme et des mouvements identitaires. L'affirmation du politique et du droit, plaçant la citoyenneté au-dessus de la communauté, reste sans doute une alternative préférable au déchaînement des violences que provoquerait la crise de l'espace public politique. » (Widmer 1994 : 28)

que sur un passé commun, mais il privilégiera le centralisme comme figure de la loi et partant ne favorisera pas l'initiative des parties constituantes.

Ces quelques remarques visent à brosser à grands traits deux types idéaux et à montrer le caractère ambivalent de chacun. Tout se passe comme si, du moins par rapport à la situation historique actuelle, chaque modèle présente à la fois des avantages et des désavantages, ce qui suggère évidemment qu'une combinaison des deux modèles serait une solution préférable¹⁸. »

Ainsi, Jean Widmer a explicitement relevé le caractère insatisfaisant de l'alternative dégagée. Non seulement parce que la Suisse vit avec cette tension liée à la coexistence de la tradition communautaire et de la tradition légaliste, mais surtout parce que cette conceptualisation bi-modale se heurte au phénomène de globalisation, où la régulation par le marché prévaut. Jean Widmer esquisse ce « nouveau » modèle en soulignant comment le marché vise la formation de patrimoines individuels (plutôt que communs comme dans la tradition communautaire) et comment l'individualisme économique prime sur l'individualisme politique, prôné par la tradition légaliste, en le remplaçant par une idéologie communautaire, ainsi que par une redéfinition du rôle de l'État réduit à la régulation au service du patrimoine privé (Widmer 1997, 2004b). Face à une telle configuration, il propose de sortir d'une vision dichotomique et porteuse de jugement de valeurs par rapport aux deux traditions décrites, en s'appuyant sur les ressources que chaque tradition offre :

« Si les institutions étaient de véritables calculateurs – et si cette analyse est correcte – il faudrait favoriser les traits communautaires lorsqu'il s'agit d'accélérer la vitesse de transmission et de commutation, et favoriser la configuration légaliste pour l'architecture interne car celle-ci permet de minimiser les coûts liés aux frictions et permet de mieux résister à l'imposition d'une architecture de type "marché". » (Widmer 1997 : 13)

¹⁸ Extrait d'une conférence intitulée « Analyser l'ordre des langues en Suisse », prononcée par Jean Widmer le 18 novembre 1998 dans le cadre du Domaine des sciences de la société de l'Université de Fribourg.

Conclusion

Jean Widmer a toujours été animé, dans son analyse de l'interaction verbale comme dans celle des problèmes publics, par la question de l'élaboration pratique et discursive des collectifs politiques. Dans cette trajectoire, exhumer les modalités métaphorique et métonymique de la constitution des collectifs pourrait apparaître comme un aboutissement. Nous l'appréhendons au contraire comme une invitation à prolonger et approfondir le travail engagé par Jean Widmer. Il s'agit en particulier de la question essentielle de la place du corps, des affects et de l'émotion dans les espaces publics modernes. De tels phénomènes sont-ils condamnés à ne trouver de forme et d'existence publiques que sous la modalité métonymique, et l'obsession identitaire qui en est le corollaire ? À l'inverse, que vaut en définitive un espace public réduit à sa seule composante rationnelle (Honneth 2000) ?

Le présent ouvrage documente un colloque qui témoigne de l'intérêt que ce questionnement a suscité chez Jean Widmer avant sa disparition. L'enjeu réside manifestement dans la définition d'une modalité de publicisation du corps, de l'affect et de l'émotion qui ne renonce pas pour autant à la composante rationnelle de la publicité kantienne. Il s'agit ainsi d'appréhender les affects sur une modalité positive, non comme un élément venant court-circuiter la raison, mais comme suscitant et accompagnant le geste de la reconnaissance ou de la réflexion. Les recherches indissociablement théoriques, méthodologiques et empiriques de Jean Widmer fournissent des ressources inestimables pour aborder de tels questionnements. Loin de constituer une doctrine sociologique, elles ne font que nous inviter à de nouvelles « explorations dans l'organisation du sens ». Toute la valeur du travail de Jean Widmer réside dans cette tension : ce qui a été défriché nous permet seulement d'embrasser l'étendue de ce qui nous reste à faire.

Références citées

- ARENDRT H., 1994 (1958), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket.
- BAREL Y., 1979, *Le paradoxe et le système. Essai sur le fantastique social*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- BAREL Y., 1984, *La société du vide*, Paris, Le Seuil.
- BARTHÉLÉMY M. et L. QUÉRÉ, 1991, « La mesure des événements publics : structure des événements et formation de la conscience politique. » Rapport de recherche (inédit).

- BENG-HUAT C., 1979, « Describing a National Crisis. An Exploration in Textual Analysis », *Human Studies* (Norwood, NJ, USA), 2 (1) : 47-61.
- BLUMER H., 1971, « Social Problems as Collective Behavior », *Social Problems* (Berkeley, CA, USA), 18 (3) : 298-306.
- BOLLER B., R. CORAY et J. WIDMER, 1995, *Drogen, Medien und Gesellschaft. Studien I*, Lausanne, Institut universitaire de médecine sociale et préventive (collection Cahiers de recherches et de documentation, 111.6).
- CASTORIADIS C., 1975, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil.
- CERTEAU M. de, 1987, « La rupture instauratrice », in : *La Faiblesse de croire*, Paris, Le Seuil : 187-226.
- CERTEAU M. de, 2005, *La Possession de Loudun*, Paris, Gallimard.
- DUMONT L., 1991, *Homo Aequalis. II- L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*, Paris, Gallimard.
- DUPUY J.-P., 1992, *Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*, Paris, Éditions Marketing.
- DURKHEIM E., 1994 (1912), *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, Presses universitaires de France.
- ELIAS N., 1973 (1969), *La civilisation des mœurs*, Paris, Presses Pocket.
- GARFINKEL H., 2002, *Ethnomethodology's Program : Working out Durkheim's Aphorism*, Lanham (MD, USA), Rowman & Littlefield Publishers.
- HABERMAS J., 2003 (1963), *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- HONNETH A., 2000 (1992), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.
- KOVESI J., 1967, *Moral Notions*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- LEFORT C., 1986, *Essais sur le politique : XIX-XX^e siècles*, Paris, Le Seuil.
- QUÉRÉ L., 1982, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier Montaigne.
- SCHIMTT C., 1995 (1934), *Les trois types de pensée juridique*, Paris, Presses universitaires de France.
- TOURAINÉ A., 1973, *La production de la société*, Paris, Le Seuil.
- VÉRON E., 1983, « Quand lire, c'est faire : l'énonciation dans le discours de la presse écrite », in : *Sémiotiques II*, Paris, Publication de l'Institut de recherches et d'études publicitaires : 33-51.
- VÉRON E., 1985, « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », in : *Les médias*, Paris, Publication de l'Institut de recherches et d'études publicitaires : 203-229.
- VÉRON E., 1995, « Médiatisation du politique : stratégies, acteurs et construction des collectifs », *Hermès* (Paris), 17-18 : 201-214.

- WIDMER J., 1986, *Langage et action sociale. Aspects philosophiques et sémiotiques du langage dans la perspective ethnométhodologique*. Fribourg, Éditions universitaires de Fribourg (collection Documents économiques, 31).
- WIDMER J., 1988, « Le personnel fédéral d'après le sexe, la langue et la nationalité », Annexe de la Statistique quinquennale du personnel fédéral, Berne, Office fédéral du Personnel.
- WIDMER J., 1989, « Statut des langues dans une administration plurilingue. Le cas de la Suisse », in : B. Py et R. Jeanneret (éditeurs), *Minorisation linguistique et interaction*, Genève, Droz : 115-121.
- WIDMER J., 1991a, « Conversations et organisation du travail administratif », in : B. Conein, M. de Fornel et L. Quéré (éditeurs), *Les formes de la conversation. Vol. 2 : Réseaux*, Paris, Centre national d'études des télécommunications : 35-51.
- WIDMER J., 1991b, « Identité linguistique et valorisation des compétences universitaires dans l'Administration fédérale à Berne », Rapport destiné au Conseil suisse de la science, décembre.
- WIDMER J., 1991c, « Pour la raison journalistique », *Les cahiers de RSF* (Lausanne), « Médias suisses dans la tempête du désert » : 10-14.
- WIDMER J., 1992, « Images de la drogue : aspects de la construction sociale d'un problème », *Media Papers* (Fribourg), 5 : 59-86.
- WIDMER J., 1993, « Images et imaginaires de la drogue : comment la presse photographie le problème de la drogue ? », in : J. Widmer et P. Zbinden Zingg (1993) : 7-14.
- WIDMER J., 1994, « Langues et espaces publics », *Universitas Friburgensis* (Fribourg), 4 juin : 27-28.
- WIDMER J., 1996a, « Les médiations : du regard médusé au regard de la loi », in : J. Widmer *et al.* (1996).
- WIDMER J., 1996b, « Langues et configurations de l'espace public », *Hermès* (Paris), 19 : 225-239.
- WIDMER J., 1997, « Administration d'État, entre science et politique. Une analyse des efficacités des institutions publiques », *Amtsdirektorenkonferenz* (Zug), 17-18 avril.
- WIDMER J., 2004a, *Langues nationales et identités collectives. L'exemple de la Suisse*, Paris, L'Harmattan (collection Logiques sociales).
- WIDMER J., 2004b, « Ordre des langues et ordre du politique. Plurilinguisme et démocratie en Suisse », in : Archives fédérales suisse, *Die Erfindung der Demokratie in der Schweiz – L'invention de la démocratie en Suisse*, Zurich, Chronos Verlag.

- WIDMER J., B. BOLLER et R. CORAY (éditeurs), 1997, *Drogen im Spannungsfeld der Öffentlichkeit. Logik der Medien und Institutionen*, Bâle et Francfort, Helbing & Lichtenhahn.
- WIDMER J., R. CORAY, D. ACKLIN MUJI et E. GODEL, 2004, *La diversité des langues en Suisse dans le débat public*, Berne, Peter Lang.
- WIDMER J. et C. TERZI (éditeurs), 1999, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques : l'affaire dite des fonds juifs et de l'or nazi dans le discours social en Suisse, 1995-1997*, Fribourg, Université de Fribourg (collection Discours et Société, 1).
- WIDMER J., M. TRÖHLER, G. INGOLD et C. TERZI, 1996, *Drogues, médias et société. Études II*, Lausanne, Institut universitaire de médecine sociale et préventive (collection Cahiers de recherches et de documentation, 111.8).
- WIDMER J. et ZBINDEN ZINGG P., 1993, *Évaluation des mesures de la Confédération destinées à réduire les problèmes liés à la toxicomanie. Phase I : Discours sur la drogue dans les médias suisses 1991. Résultats de deux recherches sur la presse écrite d'octobre à décembre 1991*, Lausanne, Institut universitaire de médecine sociale et préventive (collection Cahiers de recherches et de documentation, 81.3).
- ZIMMERMAN D. et M. POLLNER, 1971, « The Everyday World as a Phenomenon », in : J. D. Douglas (éditeur), *Understanding Everyday Life : Towards a Reconstruction of Sociological Knowledge*, Londres, Routledge and Kegan Paul : 80-103.